

« SOUS NOS YEUX »

Les conséquences de la résolution 2118

par Thierry Meyssan

Bien que le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, se soit bruyamment félicité du vote de la résolution 2118 sur les armes chimiques en Syrie, ce texte marque à la fois la victoire de la Russie et celle du président Bachar el-Assad. Il porte en lui-même deux conséquences qui ruinent définitivement les prétentions franco-britanniques sur le pays.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 7 OCTOBRE 2013

DEUTSCH PORTUGUÊS ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO РУССКИЙ



Les troupes de l'OTSC se tiennent prêtes à se déployer en Syrie, si le Conseil de sécurité en fait la demande.

Une fois passé l'étonnement face au tête-à-queue US en Syrie, une nouvelle situation politique se fait jour correspondant point par point aux plans élaborés conjointement par la Russie et la Syrie en juin 2012, c'est-à-dire avant la conférence de Genève 1. À l'époque, le Kremlin envisageait de négocier un accord avec Washington à la fois pour régler la crise syrienne et pour permettre au président Obama de sortir de son

tête-à-tête étouffant avec Israël. Cependant ce plan, qui allait devenir un projet de partage de la gouvernance au Proche-Orient, supposait la présence de troupes russes en Syrie. Le général Hassan Tourekmani avait alors proposé que des troupes d'interposition mandatées par les Nations Unies soient déployées par l'Organisation du Traité de sécurité collective (« l'Otan russe »), comme il existe déjà sur le sol syrien une Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement au Golan.

L'idée de ce déploiement a fait son chemin. L'OTSC a signé un Protocole avec le département des Opérations de maintien de la paix de l'Onu en septembre 2012 qui lui permet, comme l'Otan, de sous-traiter des actions du Conseil de sécurité. Depuis un an, l'OTSC a préparé 50 000 hommes qui peuvent être projetés en moins de deux semaines. Mais Moscou craignait de tomber dans un piège : c'était pour détruire l'Armée rouge que la CIA avait créé, en 1979 avec l'Arabie saoudite, le mouvement jihadiste international aujourd'hui appelé Al-Qaëda. La Syrie serait-elle le nouvel Afghanistan de l'armée russe ?

Compte tenu des hésitations et contradictions US, le projet fut interrompu, mais pas abandonné. Or, la solution de la crise des armes chimiques ouvre de nouvelles possibilités.

En premier lieu, la résolution 2118 ne se contente pas de soutenir le plan russe de destruction des restes du programme chimique syrien des années 80, elle implique implicitement le maintien du président Bachar el-Assad au pouvoir pour au moins un an afin qu'il supervise cette destruction. Du coup, non seulement les grandes puissances occidentales ne réclament plus son départ, mais seraient favorables à un allongement de son mandat et à un report de la prochaine élection présidentielle.



La réunion des chefs d'État de l'OTSC a été précédée d'une réunion des ministres des Affaires étrangères. Le Russe Sergey Lavrov y a expliqué la situation internationale à propos de la Syrie. Il a souligné que, si les jihadistes présents là-bas n'étaient pas neutralisés sur place, ils seraient prochainement transférés vers d'autres pays, notamment en Asie centrale.

En second lieu, la transmission par la Syrie de la liste de ses stocks d'armes chimiques à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) les rend vulnérables, puisque cette liste ne manquera pas de parvenir à « l'opposition armée ». Malgré ses efforts, l'Armée arabe syrienne ne pourra pas à la fois combattre les jihadistes internationaux sur l'ensemble du territoire et défendre ses arsenaux. Prévoyant cette situation, les chefs d'État de l'OTSC, réunis autour de Vladimir Poutine le 23 septembre à Sotchi (c'est-à-dire quatre jours avant le vote de la résolution 2118 du Conseil de sécurité), ont donné ordre de se tenir prêts à sécuriser la destruction des armes chimiques, si le Conseil de sécurité en faisait la demande. Les troupes arméniennes, biélorusses, kazakhs, kirghizes, russes et tadjiks ne seraient plus déployées pour s'interposer entre les deux camps comme cela était envisagé il y a un an et demi, mais pour défendre les arsenaux de l'État. Leur mission serait donc beaucoup plus simple et efficace.

Dans cette perspective, les 2 500 hommes de l'OTSC qui doivent participer à des manœuvres au Kazakhstan, du 7 au 11 octobre, procéderont à une simulation.

Thierry Meyssan

Voltaire, 7 octobre 2013, www.voltairenet.org/article180437.html